



Giscard et l'Algérie :

le point de vue
de Claude Bourdet

les limites d'un voyage



Etats d'Afrique s'orientant vers le socialisme. Ce genre de liens ne s'improvise pas en un jour, et si demain la gauche vient au pouvoir en France, elle aura singulièrement besoin de l'appui que pourront lui apporter, non seulement l'Algérie, mais à travers elle tous les alliés de ce pays.

D'autre part, les griefs que nous pouvons formuler contre l'Etat algérien — son caractère trop autoritaire et élitiste, l'insuffisance de vie politique populaire, la stagnation de la condition féminine, l'importance trop grande de l'armée et de la police — doivent être tempérés par le sentiment de notre propre responsabilité. Cet état de choses est largement le fruit des crimes

de l'impérialisme, de notre incapacité à les empêcher, et de l'allure que prit, en partie par notre faute, la libération de ce pays. Enfin, nous devons à la fois reconnaître, me semble-t-il, les efforts du pouvoir algérien et les promesses d'évolution interne, et aussi souligner que, quelles que soient ses déficiences en politique intérieure, le gouvernement algérien mène déjà dans le monde une politique extérieure qui ne peut que recevoir notre approbation.

La France demanderesse

Dès lors, il me semble qu'il n'y a pas lieu de prendre une attitude maussade. Tant mieux si la classe dirigeante française travaille, dans son propre intérêt financier, à la consolidation de l'économie algérienne. C'est l'intérêt de l'Algérie, d'autant plus que la diversification de ses échanges est bien amorcée, et qu'il ne peut plus s'agir d'une sujétion néo-colonia-



Il serait naïf de considérer la visite de Giscard en Algérie comme un événement « historique » alors que les relations entre les deux pays n'ont cessé de se développer depuis dix ans, qu'il y a 840 000 travailleurs algériens en France, 5 200 coopérants français en Algérie, que chacun des deux marchés est prioritaire pour l'autre pays et que l'industrie française a reçu récemment 3 milliards de francs de commandes et en espère 20 milliards. La visite de Giscard, comme la future visite de Boumediène, constituent d'abord des ratifications d'un état de fait. Mais il serait également naïf, en même temps que sectaire, de hausser les épaules en affirmant, par exemple, que « **les actes de la bourgeoisie française et de la bureaucratie algérienne ne nous concernent pas.** »

Tout d'abord, nous ne pouvons nous désintéresser du développement des liens entre la France et un des leaders du Tiers Monde, qui est, au surplus, pour le moment, un des seuls

liste. C'est, de plus, l'intérêt des pays dont l'Algérie est le porte-parole, et, à échéance, c'est le nôtre. Même si nous sommes parfois un peu agacés par les bonnes relations personnelles qui semblent s'établir entre les dirigeants algériens et le pouvoir giscardien (après le pouvoir gaullien), cela ne devrait pas influencer notre jugement. Après tout, ce n'est pas la faute de Boumediène si la droite est au pouvoir en France. Et d'ailleurs, les Algériens nous rappellent quelquefois discrètement qu'ils n'ont pas eu tellement à se louer d'une certaine gauche française, à une époque pas si lointaine.

Par contre, ce que nous devons mettre en relief, tant vis-à-vis de l'opinion algérienne que de l'opinion française, ce sont les conditions d'un véritable rapprochement et les limites du phénomène actuel. Les échanges de machines contre pétrole et gaz peuvent être développés avec bien d'autres partenaires, même si la langue et les habitudes donnent à l'économie française un avantage au départ. L'émigration de travailleurs vers la France peut être réduite, comme on l'a vu récemment, voire même réorientée (avec des difficultés certaines, sans doute, mais non insurmontables). Il y a bien sûr un intérêt réciproque — mais contrairement à ce que croient les « Dupont-Lajoie », c'est en fin de compte la France qui est demanderesse.

C'est ici que comptent les facteurs politiques. Pour que les rapports s'approfondissent et se stabilisent, il faudrait entre les deux Etats une certaine communauté de pensée. Il ne suffit pas que Giscard d'Estaing dise « oui » à Boumediène, comme il dit « oui » à Ford, Brejnev, Schmidt, Bokassa, qui sais-je encore... Le président « Oui-oui » est encore moins libre dans ce domaine que le général « Non-non », et est, plus nettement que lui, un chef de relations publiques plutôt qu'un véritable « patron ». Boumediène, même s'il passe des contrats avec des firmes américaines, est, en tant qu'Algérien et en tant que porte-parole du Tiers-Monde, aux prises avec la politique de Washington partout dans le monde.

Or l'« Establishment » français n'a pratiquement plus aucune exigence d'indépendance réelle vis-à-vis des Etats-Unis. Dans quelle me-

sure son représentant peut-il alors aider l'Algérie à se défendre ? Je crains qu'on ne puisse être très optimiste. La réponse sera donnée par l'attitude de Giscard, non seulement à la conférence sur l'énergie, mais aussi en Méditerranée, au Moyen-Orient, en Afrique Noire, au Portugal, régions où l'intérêt algérien est non seulement idéologique mais stratégique, et s'oppose directement aux Etats-Unis.

Sans défense

Quant aux conditions de vie des Algériens en France, autre domaine crucial, j'imagine qu'elles seront l'objet de quelques efforts. Mais il s'agit de bien autre chose, d'un climat. Celui-ci dépend d'une part des exigences d'un patronat qui veut disposer d'un important volant de main-d'œuvre, docile parce que sans défense, et d'autre part d'un racisme ambiant, nécessairement encouragé dans les couches les plus modestes de la population par l'existence de la coalition gouvernementale actuelle et par l'état d'esprit de ses militaires et de ses policiers.

La contradiction entre la visite à Boumediène et la présence au gouvernement de Poniatowski et de Bigeard n'apparaît pas directement. Mais, de proche en proche, elle ne peut pas ne pas se traduire dans les faits quotidiens, quelques soient les velléités, ou même les bonnes volontés. Pour la gauche, en tout cas, l'objectif n'est pas d'ironiser passivement : il doit être d'exiger que le pouvoir mette sa politique en ordre, et tire la conséquence de ses attitudes. On verra bien s'il y réussira.

Claude BOURDET ■